



IMPACT DE LA COVID-19 ITÉRATION DE L'ENQUÊTE 4

Soutenu par



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les chefs d'entreprise commencent à percevoir des signes de reprise de leurs activités économiques en République démocratique du Congo (RDC).

46% des chefs d'entreprise estiment que les conditions pour leur entreprise se sont améliorées au cours du dernier mois; seuls 20% signalent une détérioration

73% disent avoir des revenus inférieurs par rapport à l'année précédente, contre 80% en septembre et 93% en juillet

18% de réduction dans le nombre d'entreprises signalant des perturbations de leur chaîne d'approvisionnement, bien que 68% en subissent encore

Cependant, certains types d'entreprises mettent plus de temps à revenir à la normale, et des perturbations persistent dans tout le pays.

28% des petites entreprises déclarent que leur situation s'est aggravée le mois dernier, et 90% enregistrent toujours des revenus inférieurs à l'année précédente



La pandémie a frappé de manière disproportionnée les femmes. Cette tendance est explorée plus en détail ci-dessous



Au Nord et Sud Kivu, 70% des entreprises attribuent les perturbations dans leur chaîne d'approvisionnement à des fermetures de frontières (contre une moyenne nationale de 51%). À Kinshasa, 50% des entreprises déclarant une situation détériorée accusent la baisse des ventes (moyenne nationale: 28%)

Ces tendances créent une voie compliquée pour un retour à la croissance.

33% des entreprises en RDC emploient moins de personnes qu'à la même période l'année dernière

28% considèrent la corruption et 37% le manque de réglementation et de gouvernance comme les principaux obstacles à la croissance en RDC

20% des chefs d'entreprise voient de bonnes perspectives de croissance à moyen terme pour la RDC. 52% pensent que leur entreprise se remettra dans les six prochains mois

Pour plus d'informations sur les tendances mentionnées ci-dessus, veuillez télécharger l'ensemble de données - disponibles [ici](#).¹

1. La dernière (quatrième) itération de l'enquête a eu lieu entre le 5 et le 16 octobre et 200 entreprises ont été interrogées.

À PROPOS DE L'ÉTUDE

Bien que de nombreuses restrictions aient maintenant été levées, la pandémie de la COVID-19 a toujours un impact significatif sur l'économie de la RDC. Les faibles niveaux actuels de demande pour les principales exportations telles que le cobalt ne devraient pas se redresser avant 2021 au plus tôt, ce qui signifie qu'il y a peu de chances de reprise économique rapide, et le produit intérieur brut (PIB) devrait baisser de 2 à 3% cette année.¹ Alors que la situation passe d'une crise à court terme à un ralentissement économique prolongé, les entreprises en RDC ont besoin de soutien pour faire face à des conditions commerciales défavorables tout en opérant en toute sécurité (c'est-à-dire conformément aux mesures barrières de lutte contre la COVID-19). Cette étude vise à suivre l'impact de la COVID-19 sur les activités des entreprises à travers le pays. Grâce à des données et à des analyses, complétées par la contribution directe des chefs d'entreprises, elle donne un aperçu de la manière dont le gouvernement et les autres parties prenantes peuvent le mieux soutenir les

1 EIU DRC Country Report –retrieved September 2020. GDP forecast covers range from World Bank (-1.9%- rounded up), International Monetary Fund (-2.2%) and the EIU (-2.8%)

entreprises en ce moment.

L'étude est un partenariat entre ELAN RDC et la Fédération des Entreprises du Congo (FEC). L'enquête initiale de la FEC de mai 2020 sur les effets de la COVID-19 sur l'activité économique en RDC a été bien accueillie. Cette nouvelle étude comprend de légères modifications à cette approche originale et sera exécutée huit fois - il s'agit de la quatrième itération. Chaque étude consiste en une enquête auprès de 200 entreprises de différents secteurs, tailles et localisations pour comprendre l'évolution des défis. Les résultats de la dernière itération de l'enquête (réalisée entre le 5 et le 16 octobre 2020) peuvent être téléchargés [ici](#). Ce rapport fait suite à des publications antérieures accessibles [ici](#).

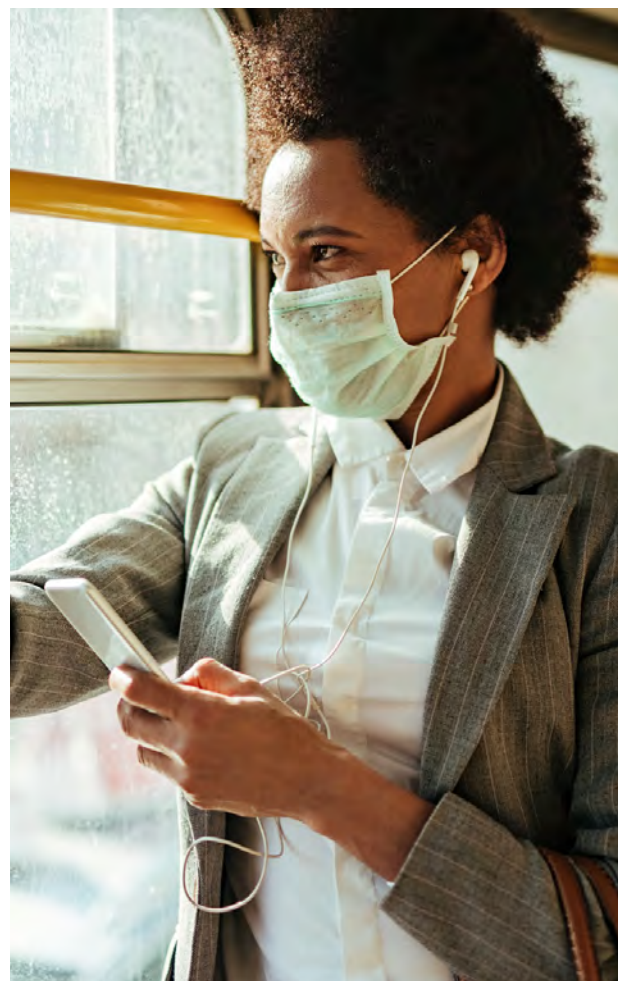
Accompagnant la publication de chaque cycle de résultats, un briefing commercial (voir ci-dessous) se concentre sur les défis particuliers auxquels les entreprises sont confrontées. Dans cette itération, nous parlons aux chefs d'entreprise et aux responsables politiques de l'impact de la pandémie sur les femmes dans les affaires en RDC.

LES FEMMES D'AFFAIRES EN RDC PENDANT LA COVID-19

L'égalité économique entre les hommes et les femmes pourrait augmenter le PIB de la République démocratique du Congo (RDC) de 17%.¹ Cependant, pour le moment, un moindre accès à l'éducation et aux opportunités d'emploi concentrées dans le secteur informel retient de nombreuses femmes économiquement.^{2,3} Veiller à ce que les femmes puissent participer pleinement à l'économie sera vital pour la reprise et les perspectives de croissance future du pays après la pandémie de la COVID-19.

À la lumière de ces informations, il est particulièrement préoccupant que notre recherche suggère que la COVID-19 a un impact négatif disproportionné sur les entreprises dirigées par des femmes et les employées. Dans notre enquête de septembre, 27% des entreprises où l'effectif était de plus d'un quart de femmes avaient mis en congé ou mis à pied du personnel (maintenant appelé «entreprises >25% de femmes»), contre seulement 19% des entreprises où plus de 75 % de l'équipe étaient des hommes.

Dans cette note, nous examinons les défis auxquels sont confrontées les femmes d'affaires en RDC et interviewons Chantal Yelu Mulop, conseillère spéciale du président sur la jeunesse, le genre et la violence à l'égard des femmes, et Pamela Ilunga Lukoki, directrice générale des ressources humaines de Vodacom sur les solutions potentielles.



¹ McKinsey

² Knowledge for Development

³ IMF

DÉFI 1: PERTURBATION DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Selon une étude réalisée pré-pandémie par FINCA, une institution financière à but non lucratif axée sur l'inclusion financière, et le Centre de recherche pour le développement international, les entreprises appartenant à des femmes en RDC sont plus susceptibles de générer des revenus en vendant une grande quantité de produits à bas prix (par exemple de la nourriture ou des vêtements plutôt que des appareils électriques). Ce modèle l'accent sur l'accès continu à un grand nombre de produits - et toute interruption de la chaîne d'approvisionnement peut avoir un impact important sur les performances. Selon la même étude, les entreprises dirigées par des femmes sont plus susceptibles de 12% d'être présentes dans les zones à faible revenu et plus susceptibles de plus de 50% d'opérer dans des municipalités commercialement

sous-développées.¹ Ces zones, moins bien connectées, sont plus susceptibles d'avoir eu des difficultés d'accès pendant le confinement.

Cette tendance est évidente dans notre enquête: dans cette itération, 63% des entreprises qui employaient un pourcentage élevé de femmes ont signalé des retards dans l'accès aux biens ou services nécessaires à leur entreprise, contre 52% des entreprises majoritairement masculines. Et 31% des chefs d'entreprise dans les "entreprises > 25% de femmes" ont cité des problèmes de la chaîne d'approvisionnement comme la principale cause du déclin de leur situation en septembre.

1 IFC

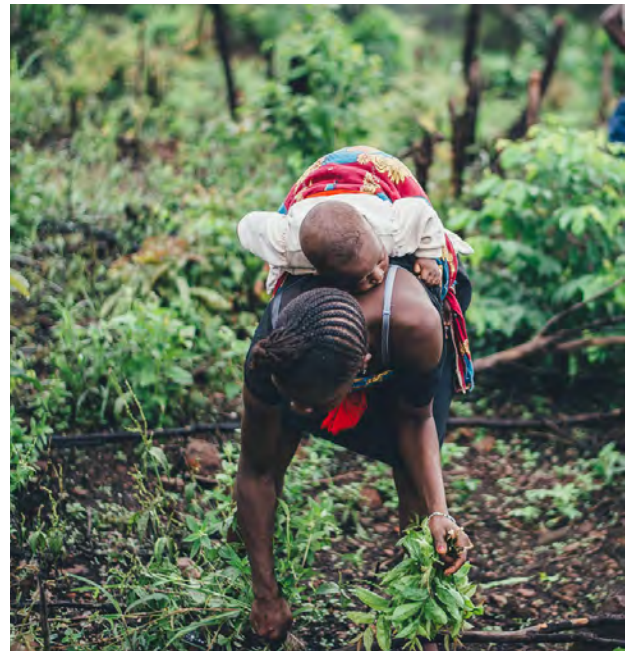
DÉFI 2: INFORMALITÉ

Les femmes en RDC sont beaucoup plus susceptibles que les hommes d'avoir un emploi informel ou de diriger une entreprise non enregistrée. Dans notre enquête, centrée sur les entreprises formelles, moins de 20% des entreprises avec lesquelles nous sommes entretenus avaient un effectif composé de plus de 50% de femmes et 7% n'avaient aucune femme employée dans leur entreprise.

Leur concentration dans le secteur informel entraînera probablement des impacts économiques plus graves. Les recherches du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) suggèrent que le modèle informel est moins résistant aux chocs économiques, y compris la Covid-19.¹ Les entreprises informelles ont plus de mal à accéder aux programmes de soutien car, sans enregistrement formel, il est difficile de prouver qu'elles sont éligibles.² Les employés de ces entreprises sont susceptibles de recevoir moins de protections que les employés du secteur formel. Par exemple, les entreprises enregistrées en RDC n'avaient pas le droit de licencier le personnel pendant le confinement (bien que cela ait été difficile à appliquer) -

1 IFC
2 IMF

aucune protection de ce type n'a été étendue aux personnes travaillant dans le secteur informel.



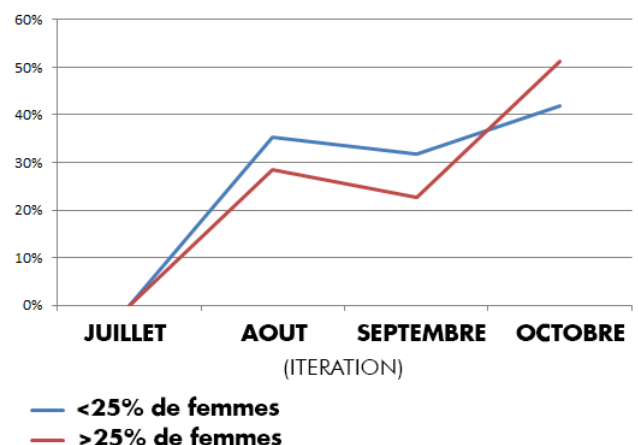
DÉFI 3: VARIATIONS PAR SECTEUR

Selon l'UNCDF, en Afrique subsaharienne les entreprises appartenant à des femmes opèrent plutôt dans des secteurs plus touchés par la COVID-19, en particulier les textiles et la production de biens non essentiels.¹ En RDC, ces secteurs n'ont pas bénéficié d'allègement fiscal et ont été contraints de fermer pendant le confinement.²

L'échantillon de l'étude ne permet pas de comparer les niveaux d'emploi des femmes par secteur, mais nos données suggèrent que les entreprises où les femmes ont tendance à travailler sont plus susceptibles de connaître des conditions économiques défavorables en raison de la pandémie. Dans l'itération 3, seuls 23% des chefs d'entreprises dans des entreprises >25% de femmes déclaraient une amélioration de leur situation, contre 32% dans les entreprises majoritairement masculines. Cependant, on note des signes de réduction de cet écart dans l'itération 4 (voir Figure 1); cette tendance doit être étroitement surveillée.

1 UNCDF
2 IMF

Figure 1: % de chefs d'entreprises déclarant que leur situation s'était améliorée depuis septembre (source: enquête ELAN et FEC)



CONTEXTE RÉGIONAL

Les données qui émergent en Afrique subsaharienne donnent un aperçu supplémentaire des défis auxquels les femmes d'affaires sont confrontées en RDC. La Banque mondiale a récemment estimé que 60% des petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes en Afrique subsaharienne ont perdu leur source de revenus pendant la pandémie, contre 20% des PME

dirigées par des hommes.¹ De même, selon le FENU dans 47 pays à faible revenu d'Afrique et d'Asie du Sud, les entreprises appartenant à des femmes ont tendance à être plus touchées - plus de licenciements et moins de capacité à soutenir les activités commerciales à court et moyen terme.²

1 World Bank
2 UNCDF

PROCHAINES ÉTAPES POUR LE GOUVERNEMENT ET LES ONG

Au vu de ces défis, le gouvernement et les organisations internationales doivent concevoir des mesures de soutien spécifiques pour les entreprises qui emploient ou appartiennent à des femmes.

Il existe déjà des programmes en place. ELAN RDC travaille actuellement avec des institutions financières pour identifier, comprendre et réagir à ces défis spécifiques. Soutenue par le programme pour effectuer des évaluations de la performance des prêts ventilés par sexe, une institution financière a découvert que depuis le début de la COVID-19, les femmes éprouvaient plus de difficultés à rembourser. C'est une surprise car, avant la pandémie, les femmes étaient meilleures que les hommes pour rembourser les prêts. La banque développe actuellement une stratégie pour mieux accompagner ses clientes.

Cependant, une aide supplémentaire est nécessaire. Le gouvernement peut envisager d'encourager les entreprises appartenant à des femmes à entrer dans le secteur formel, d'améliorer leur accès au financement, inclure les femmes dans les processus décisionnels, et leur apporter une aide financière. Dans l'interview ci-dessous avec Chantal Melu Yalop, nous explorons ce qu'il faudrait pour fournir ce soutien et discutons des obstacles actuels qui devront être supprimés.

De notre point de vue, une première étape importante consiste à diriger les paiements de gouvernement à peuple (G2P) vers les femmes entrepreneures. Selon le FENU, un tel soutien ferait une différence considérable dans l'émancipation économique des femmes, leur permettant ainsi de mieux résister au choc de la COVID-19.¹

1 UNCDF

ENTRETIEN AVEC PAMELA ILUNGA LUKOKI

DIRECTRICE GÉNÉRALE - RESSOURCES HUMAINES CHEZ VODACOM

Zina Akrouf, de l'Economist Intelligence Unit, s'est entretenue avec Pamela Ilunga Lukoki sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes d'affaires en RDC.

Avant de parler de la pandémie - en tant que chef d'entreprise et femme de la RDC - quel est votre point de vue sur la manière d'accroître la participation formelle des femmes à la main-d'œuvre en RDC?

Je crois fermement que les organisations publiques et privées doivent embaucher davantage de femmes. Des politiques doivent être mises en place pour soutenir l'action positive sur le genre, comme des programmes de soutien dédiés à l'autonomisation des femmes dirigeantes. Pour le moment, l'accès aux clubs, aux groupes sociaux et aux environnements nécessaires pour construire une carrière en RDC est souvent réservé aux hommes. Nous devons créer des espaces où les femmes sentent également qu'elles peuvent réussir et faire partie d'une communauté d'affaires inclusive. Dans les entreprises de toute la RDC, ce processus vers l'égalité des sexes s'avère lent. Cela a beaucoup à voir avec l'éducation. Par exemple, dans mon secteur - les télécoms - il y a peu de femmes ingénieurs en raison du manque de femmes qui étudient les matières STEM. Ici, les entreprises ont un rôle crucial à jouer à

tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur). Souvent, les entreprises se rendent dans les universités pour parler de ce qu'elles font et de ce qu'elles peuvent offrir aux femmes, mais à ce stade, il est déjà «trop tard». Les entreprises doivent toucher les employées potentielles plus tôt, au lycée, par exemple, pour leur montrer qu'il existe des opportunités et qu'elles ont les mêmes droits que les hommes du même âge.

Pourquoi pensez-vous que la plupart des emplois féminins sont actuellement concentrés dans le secteur informel? À quels défis les femmes sont-elles confrontées lors du passage?

La principale raison pour laquelle cela se produit est que le secteur informel donne aux femmes plus de flexibilité quant au moment où elles travaillent. Les emplois informels sont plus susceptibles d'offrir aux femmes la possibilité de passer encore du temps avec leur famille et de travailler en fonction de ces responsabilités. L'éducation est également essentielle. Bien que les femmes soient souvent qualifiées sur le plan académique, elles n'ont pas les compétences professionnelles requises pour certains postes dans «l'économie formelle».



Comment pensez-vous que la pandémie a affecté les femmes travaillant dans le secteur formel? En quoi l'impact diffère-t-il pour celles qui travaillent dans le secteur informel?

Pendant la pandémie, tout a dû fermer, y compris les écoles. Les femmes devaient devenir tout à la fois - une mère, une enseignante et une femme de ménage. Pour celles qui travaillent dans l'économie informelle, cela va probablement aussi s'accompagner d'une baisse de salaire. Par exemple, les personnes travaillant au marché central de Kinshasa ne pouvaient pas accéder à leurs étals et vendre leurs marchandises. En attendant, ils doivent encore payer leurs dépenses nécessaires telles que les articles qu'ils souhaitent vendre. Ces deux défis ont créé une double pression sur ces femmes, les forçant à évoluer dans un environnement difficile tout en essayant de se protéger et de protéger leur famille.

Que devraient faire les ONG et le gouvernement pour soutenir les femmes pendant cette période?

Il est clair que de nombreuses personnes sont confrontées à une crise financière; par conséquent, les gouvernements et les ONG devraient se concentrer sur l'octroi de fonds, sous forme de subventions, à ceux qui en ont le plus besoin. Des panels de décideurs politiques pourraient aider à distribuer le soutien, réduisant ainsi les risques de corruption. À moyen terme, il y a un réel besoin pour une meilleure prise de décision fondée sur des données factuelles pour pousser les gens à élaborer de meilleures politiques en ce qui concerne les

problèmes des femmes. Si les avantages d'une politique étaient clairement communiqués, cela inciterait les femmes à obtenir de l'aide lorsqu'elles en ont besoin. Cela fonctionnerait bien en même temps que donner aux femmes une éducation financière de base afin qu'elles puissent identifier les problèmes dans leur foyer plus tôt et obtenir un soutien avant que les problèmes ne s'aggravent.

En pensant à votre propre expérience de la crise, comment Vodacom a-t-il cherché à soutenir ses employées pendant cette période?

Chez Vodacom, le bureau a fermé le 17 mars, une semaine après le premier cas déclaré en RDC. L'entreprise a fait cela parce qu'il fallait du temps pour préparer tout le monde à travailler à domicile. Vodacom a également instauré une politique de non-réunion pendant le «temps familial» pour garantir à chacun une certaine intimité et pouvoir séparer le domicile du travail. Plus tard, il a initié une politique de retour au travail faible, avec seulement 25% des employés de retour au bureau (à l'exclusion de toutes les personnes ayant des conditions préexistantes). 100% des salaires ont été payés tout au long de la crise, et une partie du salaire a été distribuée en monnaie mobile, pour permettre aux gens de l'utiliser immédiatement pour les dépenses nécessaires. Ces politiques ne visaient pas explicitement les femmes. Pourtant, ce groupe a fini par être les plus grands bénéficiaires, car les femmes semblaient assumer la plupart des fardeaux liés au ménage pendant le confinement.

Enfin, en réfléchissant à votre carrière, avez-vous des conseils pour les jeunes femmes - qui pourraient potentiellement se sentir moins confiantes dans leurs possibilités de carrière à cause de la pandémie - pour savoir comment réussir en tant que dirigeante d'entreprise en RDC?

Premièrement, je dirais que les gens, et en particulier les femmes, ne devraient pas laisser leurs peurs et leurs incertitudes bloquer leur chemin. Apprendre des succès peut les aider à avancer, et chaque revers est une leçon.

Les gens ont besoin de décomposer les choses dans leur tête et de traiter chaque aspect à tour de rôle. Une bonne chose pour les jeunes d'aujourd'hui serait de trouver un mentor pour les pousser quand ils ne voient pas comment réussir. Je dirais aux filles de vous mettre dans des positions inconfortables pour devenir plus fortes, tout en trouvant un équilibre dans votre vie et en prenant le temps de faire une pause et de prendre soin de vous.

ENTRETIEN AVEC CHANTAL YELU MULOP

CONSEILLÈRE SPÉCIALE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CHARGE DE LA JEUNESSE, DU GENRE ET DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Beth Warne et Zina Akrouf, de l'Economist Intelligence Unit, se sont entretenues avec Chantal Yelu Mulop sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes d'affaires en RDC.

Comment pensez-vous que la crise de la COVID-19 a affecté les femmes dans les affaires en RDC?

La COVID-19 a eu des impacts économiques et sociaux négatifs considérables à travers la RDC pour l'ensemble de la population, hommes et femmes. Le confinement plus tôt dans l'année a obligé de nombreuses entreprises à ralentir, voire à fermer leurs opérations. Les ruptures de stock et l'incapacité de s'approvisionner ont posé des problèmes aux entreprises et aux ménages. Les femmes ont été considérablement affectées - en particulier sur le plan économique - car elles occupent des postes qui ont été les plus perturbés par le confinement. Par exemple, de nombreuses femmes travaillent dans l'économie dite informelle et ne bénéficient pas d'une couverture de l'emploi et de structures de travail définies. De plus, les femmes travaillent souvent dans les secteurs des services ou du tertiaire (agro-industrie, industrie) directement sur les lieux de production. Ces postes ont souvent été plus durement touchés que les personnes ayant des rôles officiels dans le secteur public, par exemple les fonctionnaires.

Quels sont les plus grands défis auxquels les femmes d'affaires devront faire face pendant la reprise?

Les deux principaux risques auxquels sont confrontées les femmes en RDC sont: contracter le virus et souffrir de violences basées sur le genre. Dans un premier temps, le manque d'équipements de protection individuelle tels que gel antibactérien, masques, visières, etc. signifie que de nombreuses femmes doivent travailler dans des conditions dangereuses - où elles sont susceptibles d'être exposées au virus Covid-19. Deuxièmement, la pandémie a conduit les femmes à être plus vulnérables à la violence sexiste. Même avant la pandémie, il y avait un manque important d'éducation de la population sur

cette question et un grand besoin de sensibiliser les communautés à la manière dont les victimes peuvent être soutenues.

Cependant, pendant la situation de la COVID-19, la violence domestique a augmenté en raison des tensions liées aux conditions de vie difficiles. Les enfants n'allaient plus à l'école, les parents ne travaillaient pas et les femmes sortaient moins. Cela a un impact significatif sur la vie quotidienne des ménages et peut provoquer des tensions internes au sein des familles. Notre département a mis en place un numéro sans frais, le numéro 122, pour que les femmes signalent les violences qu'elles ont subies et pour que le groupe de travail assure le suivi de tout problème. En outre, nous avons mis en place une campagne de communication vidéo pour sensibiliser les gens au risque accru de violence sexiste pendant cette période.

Quel soutien le gouvernement offre-t-il aux femmes d'affaires? Quel soutien souhaite-t-il apporter?

Le gouvernement a offert un soutien général (par exemple des exonérations de TVA) aux entreprises, ce qui profitera également aux femmes. Nous veillons maintenant à ce que cette aide soit accessible partout au pays. Cependant, nous sommes conscients que les problèmes pré-pandémiques tels que la discrimination fondée sur le sexe et les retards dans le fonctionnement de l'administration publique signifient que les femmes sont encore moins susceptibles de pouvoir utiliser ces services de soutien. Nous sommes en train d'élaborer des politiques spécifiquement destinées aux femmes pour résoudre ce problème. Actuellement, nos efforts sont principalement concentrés sur la transformation numérique car ce serait l'un des plus grands moteurs de croissance du pays. La modernisation de l'administration publique est une première étape cruciale vers l'autonomisation économique des femmes en RDC.

MISES À JOUR MACROÉCONOMIQUES

Le Comité de politique monétaire a tenu sa dernière réunion le jeudi 08 octobre 2020 sous la présidence de M. Déogratias Mutombo Mwana Nyembo, Gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC). Le compte rendu de la réunion reflète les analyses et prévisions les plus récentes de la BCC sur l'économie congolaise. Récemment, la BCC a révisé ses estimations de la croissance économique 2020 de -2,4% en mars à -1,7%.

La BCC attribue les perspectives améliorées à la hausse des prix des produits de base et à la production minière.

Deux des principales exportations de produits de base de la RDC - le cuivre et le cobalt - ont enregistré des hausses de prix mensuelles de 4,2% et 1,7% entre août et septembre. Cependant, la récente augmentation des prix peut être insuffisante pour compenser la perte de revenus due à la baisse des prix observée précédemment. Selon le Wilson Center, cela a entraîné une perte de revenus de 5 milliards de dollars, que les dernières augmentations ne compenseront pas complètement.¹

¹ Wilson Centre

L'inflation mensuelle s'est établie à 0,29% en septembre contre un taux réalisé de 1,26% en août. En cumul annuel, l'inflation se situerait à 13,9% à la fin de l'année 2020.

Sur le marché de change, le franc congolais s'est légèrement déprécié face au dollar américain entre le mois d'août et de septembre ; le taux de dépréciation de la monnaie locale se situant à 0,01% et 0,16% respectivement sur le marché interbancaire et parallèle.

Le déficit budgétaire s'est élevé à 97 milliards CDF (48.9 millions USD) septembre, consécutif aux recettes publiques de 675,4 milliards CDF face aux dépenses publiques de l'ordre de 773,3 milliards. Ce déficit a été financé entièrement par les ressources tirées de l'appui du FMI (132,5 milliards CDF). Cependant, le comité de politique monétaire de la BCC a recommandé une gestion prudentielle de la politique monétaire et budgétaire pour assurer la stabilité macroéconomique notamment par le respect du pacte de stabilité des dépenses publiques et la mobilisation fiscale importante.



Pour plus d'informations sur la méthodologie de l'enquête ou si vous souhaitez contribuer à cette étude, veuillez contacter M. Bertin Muderhwa :

E-mail : b.muderhwa@fec-rdc.com

Téléphone : +243823678354

Ce programme de recherche est soutenu par UKAID à travers le programme de développement du secteur privé ELAN RDC.